

MAPA 03-2025-R

Prestations de service externalisé relatif à la gestion de l'impression et de l'envoi de courriers égrenés, du suivi de courriers recommandés et de leur archivage

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Date d'envoi à la publication	24/04/2025
Date limite de réception des offres	22/05/2025 à 13 h (UTC/GMT +2 heures)



## SOMMAIRE

<b>1 – ACHETEUR PUBLIC .....</b>	<b>4</b>
1.1 - Dénomination de l'organisme contractant ci-après nommé « Pouvoir adjudicateur » .....	4
1.2- Marché / Renseignements.....	4
1.3 – Retrait du Dossier de consultation.....	4
<b>2 - OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>3 - MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES.....</b>	<b>5</b>
3.1 Forme du marché.....	5
3.2 Nomenclature.....	5
3.3 Etendue du marché.....	5
3.4 Durée du marché .....	5
3.5 Bons de commande .....	6
3.6 Sous Traitance .....	6
3.7 Clauses environnementales et sociales .....	7
<b>4 - PIECES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>7</b>
4.1 Documents contractuels : .....	7
4.2 Pièces générales .....	7
<b>5 – ENGAGEMENTS DU TITULAIRE .....</b>	<b>7</b>
5.1 Obligation de transparence et de traçabilité : .....	8
5.2 Obligation d'assistance, d'alerte et de conseil : .....	8
5.3 Obligation de confidentialité.....	8
5.4 Protection des données à caractère personnel .....	9
5.5 Continuité de service .....	10
5.6 Accès informatique sécurité des données .....	11
5.7 Lieu d'exécution .....	11
5.8 Transfert d'activité.....	11
<b>6 - ASSURANCES .....</b>	<b>11</b>
<b>7 - LES PRIX.....</b>	<b>12</b>
7.1 Conditions générales de l'offre de prix : .....	12
7.2 Révision des prix.....	12
7.3 Clause de sauvegarde .....	13
7.4 Mois d'établissement des prix.....	13
<b>8 - PAIEMENTS .....</b>	<b>13</b>
8.1 Délai de paiement .....	13
8.2 Règles de facturation .....	13
8.3 Intérêts moratoires .....	14
<b>9 - PENALITES .....</b>	<b>14</b>
9.1 Pénalités pour retard d'impression des courriers .....	14
9.2 Pénalités pour non-respect des délais contractuels de traitement.....	14
9.3 Pénalités pour non-suivi des AR.....	15

9.4 Pénalités en cas de non-remise des documents dans les délais (rapports statistiques, reporting, remise de documents papier) .....	15
9.5 Pénalités en cas de non-respect de l'obligation d'assistance pendant la période de migration – clause de réversibilité ou de transférabilité .....	15
9.6 Pénalités en cas de non-respect de toute autre obligation contractuelle établie par le présent marché .....	15
9.7 Exécution aux frais et risques du titulaire .....	15
9.8 Non-respect du Code du Travail et lutte contre le Travail illégal .....	15
<b>10 – RESILIATION DU MARCHE .....</b>	<b>16</b>
10.1 Résiliation spécifique .....	16
10.2 Résiliation propre au marché avec obligation de résultat .....	16
<b>11 – REGLEMENT DES LITIGES .....</b>	<b>17</b>
<b>12 – OBLIGATION CONTRACTUELLE FORCE MAJEURE .....</b>	<b>17</b>
<b>13 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....</b>	<b>17</b>

## 1 – ACHETEUR PUBLIC

### 1.1 - Dénomination de l'organisme contractant ci-après nommé « Pouvoir adjudicateur »

**URSSAF BRETAGNE**  
**1 rue André et Yvonne Meynier**  
**CS 91151**  
**35011 RENNES CEDEX**

Le Pouvoir Adjudicateur est représenté par Monsieur WILLIAM DE ZORZI, Directeur de l'Urssaf Bretagne.

### 1.2- Marché / Renseignements

Les renseignements techniques et administratifs peuvent être obtenus auprès des personnes suivantes :

Toute question devra être posée sur la plateforme PLACE.

### 1.3 – Retrait du Dossier de consultation

Le dossier sera téléchargeable sur la plateforme dématérialisée PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Il se compose des pièces administratives suivantes :

- le Règlement de Consultation (R.C.)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Conditions générales d'achat
- Le cadre de réponse,
- Le Bordereaux de prix unitaire et forfaitaire.

## 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la prestation suivante : le service d'impression, de mise sous plis et d'envoi de courrier égrené en pli simple et/ou recommandé, de suivi de courriers recommandés et de leur archivage de pour le compte de l'Urssaf Bretagne. Le présent marché prévoit également l'envoi de lettres recommandées électroniques.

Les candidats ne peuvent pas présenter d'offres variables.

Par le seul fait d'avoir soumissionné, le titulaire reconnaît avoir procédé à un examen complet et détaillé des documents et s'être pleinement rendu compte des contraintes et obligations dans lesquelles doivent s'effectuer les prestations, objets du marché.

Le titulaire s'engage à se conformer aux conditions fixées dans le marché.

Il ne pourra élever aucune réclamation ou prétendre à quelconque indemnité du fait de l'exécution du marché.

## 3 - MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES

### 3.1 Forme du marché

Le présent marché est un marché de prestations de services.

La présente consultation est passée en procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général.

Cette consultation est passée par l'Urssaf Bretagne qui signera, notifiera et exécutera la commande avec le titulaire retenu.

Le pouvoir adjudicataire se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

### 3.2 Nomenclature

Le présent marché est un marché de services dont la classification CPV est la suivante :

64121000-4 Services postaux relatifs aux lettres

79800000-2 Services d'impression et services connexes

### 3.3 Etendue du marché

Le volume moyen annuel de courriers recommandés, accompagnés de leurs annexes, potentiellement concernés par le présent marché, peut être évalué selon les données 2024 :

**Nombre de recommandés envoyés en 2024 : 22935 courriers recommandés**

**Nombre de plis simples envoyés en 2024 : environ 500 (433 en 2024)**

Ces quantités ne sont données qu'à titre indicatif ; le titulaire du marché ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de surestimation ou sous-estimation.

### 3.4 Durée du marché

Le marché est conclu à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025 jusqu'au 30 juin 2026. Il pourra être renouvelé tacitement 2 fois, au 1<sup>er</sup> juillet de l'année N+1, sans que sa date de fin ne puisse être postérieure au 30/06/2028.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, il prend une décision écrite de non-reconduction et en informe le titulaire par lettre recommandée avec avis de réception en respectant un préavis de deux mois avant la date d'échéance de période d'un an du marché.

Le silence du pouvoir adjudicateur vaut décision de reconduction.

### 3.5 Bons de commande

La transmission des documents à éditer, à mettre sous plis et à expédier par l'Urssaf Bretagne vaut « Bon de Commande », sous réserve de l'annulation de la demande par l'Urssaf Bretagne avant envoi du courrier.

Le délai d'exécution de la commande part de sa date de notification.

### 3.6 Sous Traitance

Certains éléments de mission peuvent être sous-traités, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions des articles L 2193-4 et suivants du code de la commande publique et R 2193-1 et suivants du code de la commande publique. A cet effet, le titulaire doit formuler sa demande en complétant le document « acte spécial de sous-traitance » (DC4) disponible sur le site <https://www.economie.gouv.fr>

Si le titulaire omet, volontairement ou non, de mentionner la sous-traitance envisagée, le marché sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché vis-à-vis de l'organisme.

La sous-traitance de la totalité des missions n'est pas autorisée.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du titulaire. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'Urssaf Bretagne de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

L'Urssaf Bretagne se réserve le droit de récuser tout sous-traitant ne présentant pas les garanties suffisantes pour exécuter les prestations conformément aux exigences de sécurité.

Un contrat garantissant les mesures de sécurité et de confidentialité mises en place par le sous-traitant doit être signé.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une partie des prestations lui incombant au titre du marché, le titulaire communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant, notamment en termes de confidentialité, et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de l'Urssaf Bretagne de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

### 3.7 Clauses environnementales et sociales

Clauses environnementales :

Les papiers et enveloppes utilisées devront être fabriqués à partir de papier FCS recyclé (fibres issues de forêts éco-gérées).

Clauses sociales :

Une certification norme ISO 14001 ou 26000 et/ou le recours à du personnel socialement en difficulté sera apprécié favorablement.

## 4 - PIECES CONTRACTUELLES

### 4.1 Documents contractuels :

- ✓ Le présent cahier des clauses administratives particulières
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières
- ✓ Cadre de réponse
- ✓ Bordereau de prix
- ✓ ATTRI 1 valant acte d'engagement signé et complété intégralement
- ✓ L'offre technique et financière du candidat

### 4.2 Pièces générales

- ✓ Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- ✓ L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique,
- ✓ Le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.
- ✓ L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité Sociale.
- ✓ L'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde,
- ✓ L'arrêté du 27 juillet 2018 relatif aux exigences minimales des outils et dispositifs de communication et d'échanges d'information par voie électronique dans le cadre des marchés publics.

## 5 – ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Le titulaire doit apporter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du règlement européen de protection des données personnelles, et garantisse la protection des droits des personnes.

Le titulaire a une obligation d'assistance et de conseil vis-à-vis de l'Urssaf Bretagne dans sa conformité à certaines obligations prévues par le règlement européen (analyses d'impact, notification de violation, sécurité, destruction des données, contribution aux audits).

### 5.1 Obligation de transparence et de traçabilité :

A ce titre, le titulaire doit :

- recenser par écrit les instructions de l'Urssaf Bretagne concernant les traitements de ses données afin de prouver qu'il agit sur instruction documentée.
- mettre à la disposition de l'Urssaf Bretagne toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation.
- tenir un registre qui recense et décrit les traitements effectués pour le compte de l'Urssaf Bretagne.

### 5.2 Obligation d'assistance, d'alerte et de conseil :

Le titulaire doit informer immédiatement l'Urssaf Bretagne, si selon lui, une instruction donnée constitue une violation des règles en matière de protection des données.

Lorsqu'une personne exerce ses droits (accès, rectification, effacement, portabilité, opposition, ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée, y compris le profilage) le titulaire, dans toute la mesure du possible, aider l'Urssaf Bretagne à donner suite à cette demande.

Compte tenu des informations mise à disposition, le titulaire doit aider l'Urssaf Bretagne à garantir le respect des obligations en matière de sécurité du traitement, de notification de violation de données et d'analyse d'impact relative à la protection des données.

### 5.3 Obligation de confidentialité

Le présent marché est soumis à une obligation de confidentialité telle que définie à l'article 5 du CCAG FCS.

Sans préjudice de l'application de l'article 5 du CCAG FCS et dans le cadre des dispositions prises par le pouvoir adjudicateur, le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires à la protection du secret.

Le titulaire qui, à l'occasion de la livraison, de la fourniture ou de l'exécution du présent marché a reçu communication à titre secret ou confidentiel des renseignements, documents, techniques, méthodes, procédés ou objets quelconques appartenant au pouvoir adjudicateur ou aux occupants du site, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent sans autorisation expresse de l'émetteur ou du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'organisme ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation de plein droit et sans indemnité du présent marché.

Le titulaire doit s'assurer que les entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent cette clause.



Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder lui-même, ou de faire procéder par un tiers mandaté, à un audit périodique ou inopiné dans le but de vérifier le respect de l'obligation de confidentialité par le titulaire.

#### 5.4 Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Le titulaire doit donner les garanties nécessaires afin que le traitement mis en œuvre réponde aux exigences du règlement européen et protège les droits des personnes concernées.

Dès leur conception, les outils, produits, applications ou services du titulaire intègrent de façon effective les principes relatifs à la protection des données.

Par défaut, les outils, produits, applications ou services garantissent que seules sont traitées les données nécessaires à la finalité du traitement au regard de la quantité de données collectées, de l'étendue de leur traitement, de la durée de conservation et du nombre de personnes qui y a accès.

Le titulaire a l'obligation de garantir la sécurité des données traitées.

A cet effet, les employés qui traitent les données doivent être soumis à une obligation de confidentialité.

Le titulaire doit notifier à l'Urssaf toute violation de ses données. Le titulaire doit prendre toute mesure pour garantir un niveau de sécurité adapté aux risques.

Le titulaire du marché est autorisé à traiter pour le compte de l'Urssaf Bretagne les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services d'impression et d'envoi quotidiens de courriers économiques ou rapides, simples ou recommandés.

La nature des opérations réalisées sur les données consiste à réception de transfert du fichier informatique à imprimer les courriers et les annexes, à assurer la mise sous pli, à assurer la distribution et à garantir le suivi, la traçabilité de l'acheminement et l'archivage.

La finalité du traitement est de permettre :

- d'optimiser le temps de traitement entre la création du document et l'envoi de celui-ci,
- de garantir le suivi et la traçabilité des courriers, la consultation de toutes les étapes d'acheminement et de réception des courriers
- de garantir de la fiabilité et la conformité des courriers envoyés par rapport aux documents de base,
- de garantir le référencement des courriers permettant le rapprochement des images courrier, de la preuve de dépôt, de l'AR, du suivi du pli dans le réseau de distribution

Les données à caractère personnel traitées sont toutes les données relatives à un numéro d'identification, à une localisation, à des éléments concernant l'identité économique (nom et adresse du cotisant, numéro SIREN du cotisant, référence du dossier cotisant, ...)

Les catégories de personnes concernées sont les cotisants relevant de l'Urssaf Bretagne.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, l'Urssaf Bretagne met à la disposition du titulaire les informations nécessaires suivantes :

- nom, adresse, raison sociale
- adresse

- numéro SIREN
- numéro de dossier

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la seule finalité qui fait l'objet du présent marché.
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant au présent marché. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'Urssaf Bretagne. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'Urssaf de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux nouvelles règles, donnent lieu à la signature d'un avenant pour les parties au marché.

## 5.5 Continuité de service

Le titulaire s'engagera à communiquer un numéro de téléphone et une adresse courriel pour assurer un dépannage rapide et conforme aux engagements pris.

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour maintenir la continuité de service.

En cas de force majeure, le titulaire se rapprochera de l'Urssaf pour définir en commun les modalités de service minimum.

Toute panne ou incident affectant la qualité ou le délai de réalisation feront l'objet d'un signalement **sans délai aux services de l'Urssaf Bretagne.**

## 5.6 Accès informatique sécurité des données

Les applications utilisées doivent être dans la mesure du possible interopérables, et a minima être compatibles avec les systèmes d'exploitation et de bases de données les plus courants.

Le titulaire apporte toute l'assistance nécessaire durant la période de migration des données pour faciliter la reprise d'exploitation par le client ou par un autre prestataire de service.

Les données doivent pouvoir être restituées à tout moment dans un format standard, ouvert, dans un délai de quinze jours.

## 5.7 Lieu d'exécution

Le titulaire doit faire connaître au pouvoir adjudicateur, sur sa demande, le lieu d'exécution des prestations. Le pouvoir adjudicateur peut en suivre sur place le déroulement. L'accès aux lieux d'exécution est réservé aux seuls représentants du pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire entrave l'exercice du droit de contrôle du pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché, il encourt une résiliation pour faute du marché.

## 5.8 Transfert d'activité

Lorsque par suite, notamment de cession, fusion, scission, l'activité du titulaire se trouve transférée à une autre entreprise, cette dernière est tenue de poursuivre l'exécution du marché aux mêmes conditions.

# 6 - ASSURANCES

Le titulaire déclare avoir souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels causés à des tiers, y compris au pouvoir adjudicateur.

Le titulaire devra, en particulier, veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution de la prestation, objet du marché. Cette police d'assurances « Responsabilité civile » devra comporter une garantie suffisante et être en rapport avec l'objet du marché.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Cette attestation devra préciser outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, le montant et l'étendue des garanties.

Par ailleurs, le titulaire devra justifier du paiement régulier des primes d'assurances pendant l'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, il s'engage, sur toute demande faite par l'organisme par lettre recommandée avec avis de réception postal, ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

Il s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance nécessaire et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le titulaire doit également justifier d'une assurance pour les risques spécifiques liée au Cloud.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG FCS, ces attestations sont à remettre avec la candidature.

La non-production des attestations d'assurance en cours de validité est un obstacle à la conclusion du marché. Le candidat fera son affaire des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

## 7 - LES PRIX

### 7.1 Conditions générales de l'offre de prix :

Le présent marché est rémunéré par application de prix unitaires fermes appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix du marché sont des **prix unitaires qui couvrent toutes les dépenses nécessitées par l'exécution des prestations** ; tous les services, contrôles, abonnements et produits nécessaires à la bonne exécution de la gestion des courriers recommandés, toutes les dépenses de main d'œuvre, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses **de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter**. Ils intègrent aussi la fourniture du papier et des enveloppes.

Le titulaire indiquera à titre informatif dans le bordereau de prix joint à l'Acte d'Engagement, dans la colonne prévue à cet effet, les coûts d'affranchissement refacturés.

### 7.2 Révision des prix

Les prix sont fermes et définitifs pendant la première année. Les prix pourront être révisés annuellement selon les modalités indiquées ci-après à la date anniversaire. Les prix sont révisables au 1<sup>er</sup> juillet, à compter de la deuxième année d'exécution.

Ils pourront être révisés sur demande écrite du titulaire un mois avant la date de renouvellement du marché par application de la formule suivante :

$$P = P^{\circ} \times (0.15 + (0.55 \times A/A^{\circ}) + (0.30 \times B/B^{\circ}))$$

Dans laquelle :

P : prix révisé

P° : prix initial

A : Indice ICHT-IME Industries mécaniques et électriques

A° : même indice que ci-dessus valeur de l'indice à la date de remise des offres

B : Indice 010764124 Papier et carton

B ° : même indice que ci-dessus – valeur de l'indice à la date de remise des offres

En cas de disparition de l'indice choisi, et si un nouvel indice était publié afin de substituer à celui actuellement en vigueur, le prix se trouverait de plein droit indexé à ce nouvel indice.

En l'absence de demande écrite du titulaire, les prix en cours continueront à s'appliquer.

La révision ne peut être rétroactive.

La révision des tarifs « affranchissement » s'établira sur la base des tarifs pratiqués par les services de La Poste.

### 7.3 Clause de sauvegarde

Ces révisions ne pourront pas dépasser 5 % des prix initiaux. En cas de dépassement, l'Urssaf Bretagne se réserve la faculté de résilier sans indemnités la partie non exécutée des prestations.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature du marché ; toutefois, tout changement dans le taux de TVA qui affecterait le présent marché fera l'objet d'un avenant actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

### 7.4 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois de la remise des offres, soit le mois de mai 2025 ; ce mois est appelé "mois zéro".

## 8 - PAIEMENTS

### 8.1 Délai de paiement

Le pouvoir adjudicateur procèdera au règlement du marché dans le délai **maximum de 30 jours** à compter de la réception de la facture, en vertu du décret du 29 mars 2013.

### 8.2 Règles de facturation

Les factures sont mensuelles et établies sur document unique, à terme échu. Elles sont déposées sur Chorus Pro.

Nom de l'organisme	Urssaf Bretagne
Siret	753 759 570 00108
Code service	PAM537
N° EJ	sans (non obligatoire)

Les pièces afférentes au paiement sont établies en un original portant les indications suivantes :

- la référence du marché,
- la date de la facture,
- le nom et l'adresse du titulaire ou de l'établissement,
- le mois au titre duquel les prestations sont facturées

- les prestations effectuées
- le montant total HT
- le taux et montant de la TVA
- le montant TTC

La facture doit comporter en annexe un état récapitulatif et exhaustif des courriers émis et de toutes les prestations réalisées durant la période, avec coûts affranchissements et coûts des prestations.  
L'unité monétaire est l'EURO.

### 8.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement. Le taux de ces intérêts est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée à la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

## 9 - PENALITES

Le titulaire du marché a une **OBLIGATION DE RESULTAT**.

Le montant des pénalités est décompté mensuellement et automatiquement déduit du paiement de la facture de la période au cours de laquelle le manquement a été constaté.

Sauf indication contraire, les pénalités sont appliquées sur simple observation écrite – courrier ou courriel – sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS.

Les pénalités seront appliquées sans montant minimum par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

### 9.1 Pénalités pour retard d'impression des courriers

Le non-respect du délai d'impression conduira à l'application d'une pénalité de 5 € par courrier et par jour de retard pour un retard inférieur à 4 jours.

Au-delà de 5 jours de retard, il sera appliqué une pénalité correspondant à 15 % du montant de la facture mensuelle correspondante par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS.

### 9.2 Pénalités pour non-respect des délais contractuels de traitement

Une pénalité de 10 € sera appliquée par courrier et jour de retard dans le traitement du courrier en cas de non-respect des dispositions du marché.

Au-delà de 5 jours de retard, il sera appliqué une pénalité correspondant à 15 % du montant de la facture mensuelle correspondante.

### 9.3 Pénalités pour non-suivi des AR

Une pénalité de 5 € par AR et par jour de retard sera appliquée pour non-respect des dispositions du marché concernant le suivi des AR.

### 9.4 Pénalités en cas de non-remise des documents dans les délais (rapports statistiques, reporting, remise de documents papier)

Une pénalité de 50 € par document et par jour de retard sera appliquée.

### 9.5 Pénalités en cas de non-respect de l'obligation d'assistance pendant la période de migration – clause de réversibilité ou de transférabilité

Une pénalité de 50 € par constat et par jour de retard sera appliquée.

### 9.6 Pénalités en cas de non-respect de toute autre obligation contractuelle établie par le présent marché

Une pénalité de 50 € par constat et par jour de retard sera appliquée.

### 9.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de manquement, l'Urssaf Bretagne se réserve le droit de faire exécuter les prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues par le CCAG.

### 9.8 Non-respect du Code du Travail et lutte contre le Travail illégal

Dans le cas où la pouvoir adjudicateur ou des personnes mandatées par lui, seraient amenées à constater la présence sur le site de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au maître de l'ouvrage ou non agréée par lui), ou le non-respect des obligations prévues aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, l'entreprise titulaire du marché se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 1500 € pour chaque infraction constatée ceci nonobstant des mesures coercitives prévues par le CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

## 10 – RESILIATION DU MARCHE

### 10.1 Résiliation spécifique

Cet article complète les dispositions prévues à chapitre 7 du CCAG FCS.

Le marché peut être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité en cas d'interruption du service du titulaire pendant plus de 48 heures sans accord préalable du pouvoir adjudicateur ; dans ce cas, celui-ci pourra faire assurer provisoirement par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

La mise en demeure doit :

- rappeler les obligations contractuelles,
- énoncer le(s) manquement(s) allégués
- mentionner les délais pour remédier à la carence,
- décrire la ou les sanction(s) prévue(s)

Si la défaillance du titulaire se prolongeait pendant plus d'une semaine à compter de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur pourrait de plein droit exiger la résiliation pure et simple du marché.

### 10.2 Résiliation propre au marché avec obligation de résultat

Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure :

La personne signataire du marché peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

- le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation du travail ainsi que celles fixées aux articles D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail ;
- le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation portant sur la protection de l'environnement,
- le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance.

La mise en demeure est notifiée par écrit. Elle est assortie d'un délai de 15 jours pendant laquelle le titulaire devra satisfaire à ses obligations ou présenter ses observations.

Résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure :

La personne signataire du marché peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'Urssaf,
- le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché ;
- la déclaration de candidature a été reconnue inexacte



## 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Pour tout différend ou litige concernant l'interprétation et/ou l'exécution du présent marché qui ne pourrait être réglé à l'amiable ou par voie d'arbitrage tel qu'il est prévu au livre IV du nouveau code de procédure civile, attribution est faite au Tribunal Judiciaire de Rennes, étant entendu que le droit français est le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

## 12 – OBLIGATION CONTRACTUELLE FORCE MAJEURE

Les événements qui peuvent entraîner l'impossibilité pour le fournisseur d'exécuter ses obligations contractuelles sont ceux résultant de la jurisprudence des tribunaux français.

Ainsi, à ce titre pour que la grève puisse être reconnue cas de force majeure, il faut que le fournisseur n'ait pas pu la prévenir, ni l'arrêter, ni ne prendre aucune mesure pour exécuter ses engagements.

## 13 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Il est dérogé au CCAG-FCS dans tous les cas où ses dispositions sont contraires à celles du présent marché, qui l'emportent, notamment :

Articles du CCAG-FCS	Articles du marché par lequel la dérogation est introduite
14.1.1	9 chapeau
14.1.2	9.1 – 9.2
14.1.3	9 extenso
7	10
9	6